

STDF

FONDS POUR L'APPLICATION des NORMES
et le DÉVELOPPEMENT du COMMERCE

Numériser pour faciliter un commerce sûr: favoriser la transformation grâce à la certification SPS électronique

NOTE D'INFORMATION



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE



Organisation
mondiale de la Santé



Organisation mondiale
de la santé animale
Fondée en 1924 par l'OMS



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

Les systèmes SPS sans papier contribuent à faciliter un commerce sûr

Dans le commerce international, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont essentielles pour garantir que les produits agricoles et alimentaires soient conformes aux normes sanitaires visant à protéger la santé des personnes et des animaux et préserver les végétaux. Depuis toujours, ces mesures reposent fortement sur la certification papier, qui peut être chronophage et coûteuse et présente un risque important de fraude. Le fait de passer à un système sans papier est une véritable révolution, qui rend le commerce plus sûr, plus rapide et plus fiable.

La certification électronique (eCert) permet de simplifier les procédures, de réduire la durée et le coût des transactions, de limiter le risque de fraude et d'améliorer la traçabilité des marchandises. Elle est également plus respectueuse de la durabilité environnementale car elle réduit la consommation de papier. Ainsi, il n'est plus nécessaire de traiter des documents physiques, ce qui diminue le temps d'attente à la frontière et, partant, peut réduire les déchets agro alimentaires.

L'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC encourage l'utilisation de documents électroniques et de procédures simplifiées par les douanes et d'autres organismes, y compris les autorités SPS. Les travaux effectués par les organismes internationaux de normalisation (Codex, CIPV, OMSA) reconnus dans l'Accord SPS de l'OMC – et leurs membres – servent de cadre à l'utilisation de la certification électronique dans la pratique.

En adoptant la certification électronique, les pays peuvent renforcer la sécurité des échanges agroalimentaires et réduire les coûts des transactions commerciales. La certification SPS électronique constitue la preuve que les produits satisfont aux exigences sanitaires et phytosanitaires des pays importateurs, ce qui permet de protéger la santé et de favoriser des flux commerciaux sans heurt et sûrs.

"La certification ePhyto a été un réel facteur de changement pour nos processus commerciaux. Non seulement elle accélère les transactions, mais elle garantit également un haut niveau de sécurité et de confiance dans nos exportations agricoles. Comme pour la mise en place de tout système automatisé, nous rencontrons des difficultés de démarrage qui nécessitent une collaboration étroite avec les développeurs et le Département des douanes du Népal, organisme responsable du guichet unique national. Nous continuons de travailler avec eux pour rationaliser les difficultés au fur et à mesure qu'elles se présentent." Bhoj Raj Sapkota, Chef du Centre de quarantaine phytosanitaire et de gestion de pesticides, Népaland Pesticide Management Center, Nepal.

La certification électronique en bref



**CERTIFICATION
ÉLECTRONIQUE**



eCert



LA NUMÉRISATION DES CERTIFICATS SPS DANS LA PRATIQUE



Préservation des végétaux: la solution ePhyto de la CIPV

La solution ePhyto de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) permet l'échange électronique de certificats phytosanitaires. Depuis sa création en décembre 2017, la solution ePhyto a connecté plus de 130 pays, et près de 90 d'entre eux échangent activement des certificats phytosanitaires électroniques. Le projet a permis de simplifier les processus commerciaux, d'abaisser les coûts et de grandement réduire le nombre de certificats frauduleux. Il a également montré que la numérisation pouvait révolutionner l'échange d'autres types de certificats SPS en vue de meilleurs résultats et effets.

Un certificat phytosanitaire est un document officiel exigé par le pays importateur et émis par l'Organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) du pays exportateur. Il certifie que les végétaux ou les produits végétaux sont exempts d'organismes nuisibles réglementés et satisfont aux prescriptions phytosanitaires du pays importateur.

En démontrant clairement les avantages découlant du commerce sans papier, le projet a facilité la mobilisation de ressources supplémentaires provenant de partenaires de développement, ainsi que des secteurs public et privé, pour reproduire la solution ePhyto de la CIPV à plus grande échelle dans les pays en développement. Il a également encouragé le lancement de nouveaux travaux sur la certification SPS électronique, notamment un projet régional du STDF sur la certification vétérinaire électronique.

“Le rôle de chef de file joué par le STDF dans le développement de la certification ePhyto est une composante clé du soutien de la Banque mondiale visant la mise en œuvre complète et efficace de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC dans les pays en développement.” Shane Sela, Spécialiste principal de la facilitation des échanges, Banque mondiale

ePhyto: De l'innovation à la mise à l'échelle

Lancé en 2017, le projet ePhyto, financé par le STDF, a mis à l'essai une approche innovante pour échanger des certificats phytosanitaires. En plus d'avoir établi une plateforme (serveur d'échange harmonisé) pour l'échange mondial de certificats ePhyto, le projet a mis sur pied un système standard simple (connu sous le nom de système générique ePhyto ou GeNS) permettant aux pays en développement de produire, d'envoyer et de recevoir des certificats phytosanitaires électroniques.

Dirigé par le Secrétariat de la CIPV, avec la participation de diverses organisations internationales et du secteur privé, le projet du STDF a démontré qu'une approche numérique était réalisable et avait un potentiel de transformation. Ce projet a changé la donne pour le commerce international, comme le montre le prix de l'innovation en matière de facilitation des échanges qui lui a été décerné par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) en 2019.





Santé animale: Certification vétérinaire électronique (eVet)

Si certains pays ont déjà expérimenté la certification vétérinaire électronique, elle reste peu utilisée dans le monde. Reconnaisant que la transformation numérique peut favoriser un commerce sûr, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) a constitué un groupe d'experts techniques chargés d'élaborer des modèles de données de référence et des normes pour les modèles de certificats sanitaires figurant dans les Codes sanitaires pour les animaux terrestres et aquatiques pour publication sur le site Web de l'OMSA. Alors que les pays se détournent des certificats sur support papier, les normes pour des données harmonisées dans les certificats vétérinaires faciliteront l'échange de données entre partenaires commerciaux.

De l'idée à l'action: soutien du STDF en faveur de la certification eVet

Expérimenter l'échange de certificats eVet en Amérique latine et dans les Caraïbes

Le projet eVet du STDF, lancé en 2024 et dirigé par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) en collaboration avec divers partenaires des secteurs public et privé, consiste à mettre à l'essai une approche régionale visant à harmoniser et à promouvoir la certification eVet, qui renforcera, à terme, l'efficacité et la sécurité du commerce des produits d'origine animale de la région. En élaborant un cadre générique pour la certification eVet, fondé sur les principes du guichet unique national, le projet facilitera l'échange de certificats vétérinaires et promouvra les meilleures pratiques.

Pour plus d'informations: [projet eVet du STDF](#)

Mieux connaître la certification eVet dans le monde

Entre 2018 et 2020, l'OMSA a dirigé un projet du STDF qui a permis d'améliorer l'apprentissage et d'accroître les connaissances concernant l'utilisation de la certification eVet dans le monde. Les travaux ont notamment consisté en une enquête approfondie visant les organismes de réglementation pour comprendre la certification eVet et les systèmes de guichet unique national dans 11 pays. Des visites ont également eu lieu dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour mieux comprendre le contexte de chacun d'eux, y compris leurs difficultés et possibilités. Compilés dans une étude, les résultats, recommandations et enseignements tirés ont éclairé le dialogue régional et les travaux visant à numériser les certificats vétérinaires, y compris le projet eVet du STDF en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Pour plus d'informations: [projet eVet du STDF](#)





Innocuité des produits alimentaires

Le Codex participe activement à l'élaboration de lignes directrices et de cadres relatifs à la certification électronique pour renforcer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et l'efficacité du commerce. En 2021, le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) a actualisé ses Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques pour intégrer des orientations sur l'échange de certificats électroniques. Les directives prévoient une approche normalisée de la certification électronique sans papier, aidant les pays à mettre en œuvre des mesures de contrôle robustes de l'innocuité des aliments et à faciliter des transfrontières sans heurt de produits alimentaires. En harmonisant les processus de certification, ces efforts contribuent à un commerce alimentaire mondial plus sûr et à une plus grande confiance des consommateurs.



Certification SPS électronique: tirer parti des synergies pour de meilleurs résultats

La numérisation des certificats SPS a aidé les autorités SPS à améliorer la coopération et les synergies avec d'autres services publics travaillant dans le domaine du commerce, encourageant encore la numérisation des échanges dans l'intérêt des négociants et du secteur privé et conduit à des économies et des gains d'efficacité pour les gouvernements.

Dans certains pays, notamment en Ouganda et à Sri Lanka, la bonne exécution de la solution ePhyto a encouragé les gouvernements à envisager d'autres solutions numériques, y compris le passage aux paiements électroniques. L'intégration des paiements électroniques dans les systèmes de certification électronique a simplifié les aspects financiers des échanges, permettant des transactions plus rapides et plus sûres. Les petits négociants ont ainsi réalisé d'importantes économies en termes de temps et d'argent.

À Sri Lanka, un projet pilote mené par le Centre du commerce international (ITC) avec d'autres partenaires, s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre de la certification ePhyto pour numériser les certificats d'origine, qui servent à vérifier le pays de fabrication des marchandises, afin de réduire le temps et les frais associés au traitement des transactions commerciales. On s'intéresse également de plus en plus aux possibilités que la certification électronique offre pour ce qui est de transformer le suivi et le contrôle des mouvements des déchets dangereux.

"La collaboration avec les partenaires internationaux a été la clé du succès des initiatives de certification électronique. Elle nous a permis de surmonter les difficultés et de grandement améliorer l'efficacité et la sécurité des échanges." Philippe Isler, Directeur de l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges



Pour l'avenir: relier la certification électronique SPS à la numérisation plus vaste du commerce

Les données d'expérience montrent que, pour une efficacité maximale, les pays devraient aller vers une approche de la certification électronique à l'échelle de l'ensemble des pouvoirs publics. La mise en œuvre peut se faire par étapes et commencer par un projet pilote tel que le projet ePhyto pour une validation du concept, puis il est possible de tirer des leçons et de perfectionner le système en fonction des besoins nationaux. Le déploiement peut se faire progressivement, ce qui permet de garantir que la vision générale est claire dès le départ, même si des éléments spécifiques sont mis en œuvre progressivement.

Une approche à l'échelle de l'ensemble des pouvoirs publics suppose d'intégrer la certification SPS électronique dans les systèmes de numérisation du commerce existants tels que le guichet unique national et les systèmes douaniers, par exemple le Système douanier automatisé (SYDONIA). Elle implique également de relier la certification électronique SPS à d'autres certifications numériques, y compris les certificats d'origine et les paiements électroniques, ainsi que les permis et certificats électroniques garantissant la conformité avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). S'il faut parfois beaucoup de temps et de ressources pour mettre en place des systèmes plus complets, les gains en termes d'efficacité et de sécurité sont considérables.

Garantir l'interopérabilité pour une réussite à plus long terme

L'interopérabilité est essentielle pour tirer au maximum parti de l'efficacité et de l'évolutivité des systèmes de certification SPS électronique dans le commerce mondial. Si un système générique ePhyto constitue pour les pays un point de départ pratique pour commencer à échanger des certificats à court et à moyen terme, il est indispensable de garantir que ces systèmes peuvent s'intégrer sans problème dans d'autres plates formes numériques pour un succès durable. Cette stratégie jette les bases de systèmes commerciaux qui seront plus simples, plus efficaces et plus interconnectés au fil du temps.

L'interopérabilité est favorisée par:

- l'adoption de normes internationales reconnues au niveau mondial, comme celles énoncées par le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT ONU), afin d'harmoniser les prescriptions;
- l'utilisation de formats de données structurés et approuvés,

par exemple le Modèle de données de l'OMD, pour garantir que les informations soient interprétées de la même façon dans les différents systèmes;

- les liens avec des systèmes existants et l'intégration dans ces systèmes, de l'étape de la planification jusqu'à la livraison;
- le renforcement des capacités et le dialogue avec des pays en développement pour l'échange de bonnes pratiques et un soutien.

Les différentes approches pour l'échange de certificats électroniques

- Les échanges **bilatéraux** de certificats sont l'occasion d'une communication directe entre les autorités nationales de deux partenaires commerciaux, permettant des accords personnalisés et une mise en œuvre potentiellement plus rapide. Cependant, cette approche peut être gourmande en ressources et nécessiter des accords et des infrastructures techniques différents pour chaque partenaire commercial, ce qui peut devenir complexe et coûteux à mesure qu'augmente le nombre de partenaires.
- Les échanges **multilatéraux**, par exemple sur une plate forme, simplifient les processus puisque de nombreux pays échangent des certificats sur une seule interface, et ainsi moins d'accords bilatéraux sont nécessaires. Cette méthode est propice à l'harmonisation et est particulièrement utile pour les pays les moins avancés (PMA) et les pays ayant peu d'expérience en matière de solutions numériques. Toutefois, beaucoup de temps et d'efforts sont nécessaires pour harmoniser les certificats, normaliser les procédures et développer des systèmes mondiaux.

Déployer les innovations de certification électronique à plus grande échelle pour de meilleurs résultats et effets

Au niveau mondial, la mise en œuvre de la solution ePhyto de la CIPV a donné d'excellents résultats, avec plus de 7 millions de certificats ePhyto échangés depuis 2017. Faisant fond sur la réussite du projet pilote du STDF, l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges (GATF) et d'autres acteurs ont décidé de déployer à plus grande échelle les résultats obtenus et de mobiliser des fonds pour que davantage de pays en développement puissent en bénéficier.

Grâce à ce soutien de suivi, les pays mettant en œuvre la certification électronique pour les végétaux et les produits végétaux ont enregistré d'importantes économies en termes de temps et de coûts, ce qui montre que la certification SPS électronique est un moteur de facilitation des échanges et permet de gagner en efficacité dans différents contextes.

Évaluer les avantages découlant du passage à un système sans papier

La GATF a mis sur pied des systèmes robustes permettant de mesurer les avantages et les économies découlant de ses travaux en faveur de l'utilisation des certificats ePhyto. Par exemple:

- **En Zambie**, les certificats ePhyto ont permis de réduire les délais de dédouanement pour certains produits, les faisant passer de 5 à 7 jours à moins de 24 heures.
- **Au Maroc**, les certificats ePhyto ont fait gagner aux exportateurs jusqu'à quatre jours et 283 USD en moyenne par conteneur.

D'autres études de la GATF sur les coûts et les avantages ont mis en évidence les avantages attendus pour les négociants en relation avec les certificats ePhyto:

- **Au Sénégal**, le déploiement des certificats ePhyto devrait réduire de trois heures les délais de traitement (soit une baisse de 39%), entraînant une économie de 57 USD par certificat.
- **En Équateur**, le passage aux certificats ePhyto devrait permettre aux exportateurs d'économiser 1,9 million d'heures et plus de 6 millions d'USD par an.
- **Aux Fidji**, on estime que l'adoption des certificats ePhyto devrait réduire les délais de traitement des documents de 56% et faire économiser quelque 6 USD par certificat aux exportateurs.

Pour en savoir plus



Travaux relatifs à la certification électronique

- **Réduction des délais et des coûts:** Des processus simplifiés permettent de réduire les délais et les coûts associés au commerce.
- **Réduction de la fraude:** Un renforcement des mesures de sécurité permet de drastiquement réduire les cas de certificats frauduleux.
- **Renforcement de l'intégrité:** L'amélioration de la traçabilité et de la vérification garantit l'intégrité des marchandises échangées.
- **Effets positifs sur l'environnement:** Le fait d'utiliser moins de papier et de réduire au minimum les déplacements atténue l'incidence des processus commerciaux sur l'environnement.
- **Commerce inclusif:** Le commerce inclusif est encouragé, au bénéfice en particulier des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et des commerçantes.

"La migration vers le commerce électronique n'est pas qu'une question d'efficacité. Il s'agit également de garantir la sécurité et l'intégrité de nos chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales. La certification électronique est un pas en avant majeur dans cette direction." José H. Urdaz, Responsable du Programme de santé agricole, de sécurité sanitaire et de qualité des produits agroalimentaires, IICA

Les bons résultats d'ePhyto au Maroc

Depuis son premier certificat ePhyto échangé en avril 2020, le Maroc est devenu un utilisateur de premier plan de ces certificats. Aujourd'hui, 80% de ses exportations agricoles recourent aux certificats ePhyto, couvrant des marchés clés tels que l'Union européenne et les États-Unis, ce qui a transformé le commerce agroalimentaire du Maroc, qui représente des parts importantes du PIB, des exportations et de l'emploi. Ce changement a permis de réduire les délais (de 82% pour le traitement) et de réaliser des économies (43 millions d'USD par an). La confiance placée dans les certificats ePhyto a ouvert la voie à l'accroissement de la certification électronique au Maroc et a servi d'exemple à d'autres pays de la région, notamment le Cameroun, Madagascar et le Sénégal.

Source: GATF

"Le passage à un système électronique a permis d'améliorer l'échange de données entre les autorités, ce qui a contribué à faciliter les échanges, à accélérer les processus à la frontière et à lutter contre la fraude." Hamid Lachhab, Directeur adjoint de l'Office national de sécurité alimentaire du Maroc

Certification ePhyto: Enseignements tirés d'une évaluation externe

Une évaluation externe a été effectuée pour examiner l'efficacité, les effets et la durabilité du projet ePhyto du STDF. Elle a donné lieu à des recommandations visant à améliorer la solution ePhyto et à orienter de futures initiatives et activités relatives à la certification SPS électronique.

Points à retenir de l'évaluation

- L'harmonisation des certificats est indispensable pour mettre en œuvre la certification électronique.
- Réaliser des investissements modestes dans la numérisation a un effet de catalyseur sur la facilitation des échanges.
- Les difficultés rencontrées par les pays en développement en matière d'accès et d'équipement freinent l'adoption de la certification électronique.
- Le secteur privé s'intéresse à la facilitation des échanges, y participe et souhaite y contribuer.
- Certification électronique: une mise en œuvre évolutive est à la fois possible et efficace.

"La solution ePhyto a eu des retombées positives sur les capacités SPS, la facilitation des échanges et l'environnement, et constitue un bon exemple du rôle que joue le STDF dans la mise en place d'améliorations dynamisantes en matière SPS dans les pays en développement. Elle a grandement renforcé la sécurité du commerce des végétaux. La circulation simplifiée des certificats ePhyto a facilité les échanges, y compris pour les ONPV des pays les moins avancés, et réduit les coûts des transactions commerciales."

Neil Pogorelsky, évaluateur externe

[Pour en savoir plus](#)

Le secteur privé joue un rôle dans le succès de la numérisation du commerce

Les partenariats conclus avec le secteur privé sont essentiels pour garantir que la certification électronique et les systèmes numériques dans le domaine SPS correspondent aux besoins des entreprises pour des gains d'efficacité et un bon déroulement des opérations commerciales. Ils aident également à tirer parti des connaissances et des ressources qui permettent de consolider l'exécution, les résultats et la durabilité. Les partenariats avec le secteur privé sont favorisés par un dialogue précoce et continu et des possibilités pour la branche de production de donner des conseils, d'éclairer et d'influencer la prise de décisions tout au long du processus.

Les parties prenantes du secteur privé ont rapidement reconnu les possibilités et les avantages considérables offerts par la numérisation des certificats phytosanitaires. Conscients des économies de temps et d'argent attendues, de nombreuses entreprises ont activement participé au Groupe consultatif sectoriel ePhyto et apporté des contributions financières pour soutenir la mise en œuvre et l'exécution de la solution ePhyto de la CIPV. Cela montre que lorsque la facilitation des échanges offre des avantages concrets, le secteur privé est à la fois désireux et capable d'apporter sa contribution.

"Les gouvernements et le secteur privé doivent collaborer dans la mise en œuvre de la certification électronique, dans leur intérêt mutuel, pour fournir un système rapide et sécurisé garantissant un accès en temps voulu à des aliments, des semences et des céréales de haute qualité dans le monde entier, répondant tant aux besoins en matière d'innocuité des produits alimentaires qu'à la demande des consommateurs." Rose Souza Richards, Responsable des questions phytosanitaires, Fédération internationale des semences (ISF)

Une connexion au niveau mondial renforce les résultats au niveau local

Le projet ePhyto du STDF a démontré l'importance du dialogue et de l'apprentissage en matière de certification SPS électronique pour les organismes de réglementation, les décideurs et les professionnels. S'appuyant sur cette collaboration fructueuse, le groupe de professionnels du STDF rassemble des experts d'organisations internationales, d'organismes gouvernementaux et des entreprises. Le Codex, la CITES, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la GATF, la CIPV, l'ISF, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Commission économique pour l'Europe (CEE) et la CEFACOT ONU, le Centre international de calcul de l'ONU (UNICC), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'OMSA, l'OMC et d'autres font partie de cette communauté qui se développe.

L'avenir de la certification électronique, qui sera de plus en plus adoptée et fera l'objet d'innovations continues, est prometteur. En adhérant à la certification électronique, les pays peuvent accroître la sécurité et l'efficacité de leurs processus commerciaux, contribuant en définitive à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la sécurité alimentaire dans le monde.

“L'avenir de la certification électronique repose sur les bons résultats que nous avons obtenus avec les certificats ePhyto – avec un commerce plus sûr, plus rapide et plus abordable. Étendre la certification électronique à la santé animale et à la sécurité sanitaire des produits alimentaires augmentera le commerce mondial, les revenus, la production, la sécurité alimentaire et la prospérité de façon générale.”

Sarah Brunel, Responsable de l'Unité chargée de la facilitation de la mise en œuvre, Secrétariat de la CIPV

ENSEIGNEMENTS CLÉS

- **Gouvernements:** Doivent investir davantage dans l'infrastructure technique et le renforcement des capacités pour soutenir la certification SPS électronique.
- **Secteur privé, associations professionnelles et négociants:** Doivent participer aux systèmes de certifications SPS électroniques pour tirer pleinement parti de leurs avantages.
- **Donateurs internationaux:** Devraient fournir une assistance technique et financière aux pays en développement pour transposer les avantages de la certification SPS électronique à plus grande échelle.
- **Genre et environnement:** Intégrer la dimension du genre et les considérations environnementales dans la conception et l'évaluation des systèmes de certification SPS électronique pour mieux comprendre les effets.

FACTEURS DE RÉUSSITE CLÉS

- Harmonisation des prescriptions et des processus.
- Préparation des pays à l'adoption de solutions numériques.
- Engagement fort des secteurs public et privé.
- Stratégies de gestion du changement efficaces.
- Perfectionnement continu.
- Communication claire et constante entre les parties prenantes.

RECOMMANDATIONS CLÉS

- Continuer d'investir dans l'infrastructure numérique pour soutenir la certification SPS électronique.
- Encourager la coopération internationale pour harmoniser les normes et les pratiques, y compris pour les produits agroalimentaires en transit.
- Encourager l'adoption plus générale de la certification SPS électronique au moyen de campagnes de sensibilisation et de programmes de formation.
- Assurer la durabilité à long terme du système de certification SPS électronique (financière et opérationnelle).

Rendez vous sur le site [Web du STDF](#) pour en savoir plus à propos de la certification électronique.

PLUS



www.standardsfacility.org

SAVOIR



STDFSecretariat@wto.org

POUR EN



[#STDF](https://twitter.com/STDF)

Credits:

 STDF/José Carlos Alexandre

Décembre 2024